

Prise de position 157/2024

Un plan d'investissement européen pour des emplois industriels de qualité

Document adopté par le 30^{ème} Comité exécutif d'industriAll Europe
Porto, 28-29 novembre 2024 | 2024/157

Dans un contexte où des millions de travailleurs de l'industrie craignent pour leurs emplois et l'avenir de leurs communautés, l'Europe doit investir massivement dans la transformation et la préparation de son industrie à l'ère nouvelle dans laquelle nous entrons. IndustriAll Europe plaide depuis longtemps en faveur d'une politique industrielle proactive assortie de conditionnalités sociales strictes pour toutes les aides publiques accordées à l'industrie, en mobilisant les fonds et les marchés publics pour sécuriser les investissements privés en Europe. L'objectif de cette prise de position est de tracer une ébauche du plan d'investissement tant réclamé par les travailleurs de l'industrie européenne pour maintenir une base industrielle solide et des emplois industriels de qualité en Europe.

1. Des besoins d'investissement sans précédent

L'industrie européenne est confrontée à une conjonction unique de défis étroitement liés sur le plan économique, social, environnemental, géopolitique et démographique. Elle doit opérer une transition vers un modèle « zéro net » et numérique tout en étant aux prises avec de multiples dépendances dans un contexte géopolitique instable. Cette double transition exige une modernisation rapide et à grande échelle de l'ensemble du système de production, à commencer par les infrastructures énergétiques et de transport. L'Europe devra également stimuler la recherche et le développement si elle ne veut pas être à la traîne dans l'économie numérique et verte mondiale. Quant à la dimension sociale et du travail, l'Europe doit massivement développer et perfectionner les compétences de sa main-d'œuvre, sachant que les services publics et les secteurs de soins de santé ont un rôle crucial à jouer pour maintenir la cohésion sociale et relever les enjeux liés au vieillissement de la population.

L'Europe doit impérativement réaliser des investissements sans précédent pour pouvoir s'adapter à ces circonstances exceptionnelles sans compromettre ses valeurs fondamentales. Selon le rapport intitulé « L'avenir de la compétitivité », ces besoins d'investissement sont estimés à environ 27 % du PIB de l'UE (contre 22 % aujourd'hui) et requièrent un investissement supplémentaire annuel minimum compris entre 750 à 800 milliards d'euros. Cet effort supplémentaire annuel représente 4,4 à 4,7 % du PIB de l'UE, tandis que le plan Marshall, conçu pour reconstruire une Europe dévastée par la Seconde Guerre mondiale, représentait 1 à 2% du PIB.

Annual additional investment needs (2025-2030)

In EUR billion

Investment category	2025-2030	
Achieving the energy transition	Energy (including the deployment of clean technologies)	300
	Transport (including charging infrastructure)	150
	Total	450
Becoming a leader in digital technologies	150	
Strengthening defence and security capabilities	50	
Boosting productivity through breakthrough innovation	100;150	
<u>Total annual additional investment needs</u>	<u>750;800</u>	
<i>ECB estimate</i>	<i>771</i>	

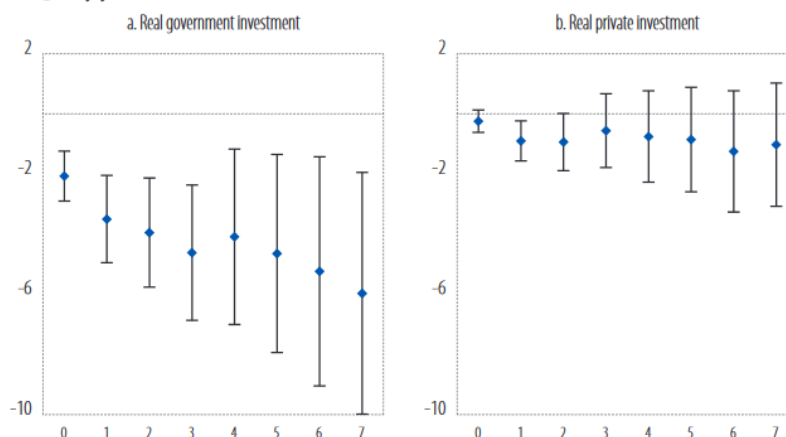
Source: Own calculations based on Commission estimates

Toujours selon le même rapport, ce défi semble encore plus grand à relever si l'on tient compte des tendances à la baisse de l'investissement productif constatées récemment par la plupart des pays européens. Premièrement, la formation brute de capital est passée de 25-30 % du PIB dans les années 1970 à 15-25 % du PIB entre 1990 et 2020. Deuxièmement, depuis la crise financière, un écart considérable s'est creusé entre l'investissement privé productif dans l'UE et aux États-Unis, un écart qui n'a pas été compensé par les investissements publics, qui ont chuté et sont restés inférieurs dans l'UE par rapport aux États-Unis.

En outre, il est important de prendre en considération les retombées des politiques d'austérité sur la baisse des investissements pendant les périodes de crise et de relance. Les années qui ont suivi la crise financière de 2008-2009 en sont l'exemple parfait, comme l'illustre le graphique ci-dessous¹. Lors de la récente crise financière, l'adoption de mesures d'austérité malavisées a donné lieu à une récession auto-infligée dans tous les pays, entraînant une contraction dramatique des investissements publics et privés. Les gouvernements européens ayant les mains liées par le pacte de stabilité et de croissance, les autorités publiques de nombreux États membres se sont trouvées dans l'incapacité de soutenir les investissements privés au moyen d'incitants publics.

¹ [Rapport de la BEI sur l'investissement 2023/24 « Une transformation au service de la compétitivité »](#)

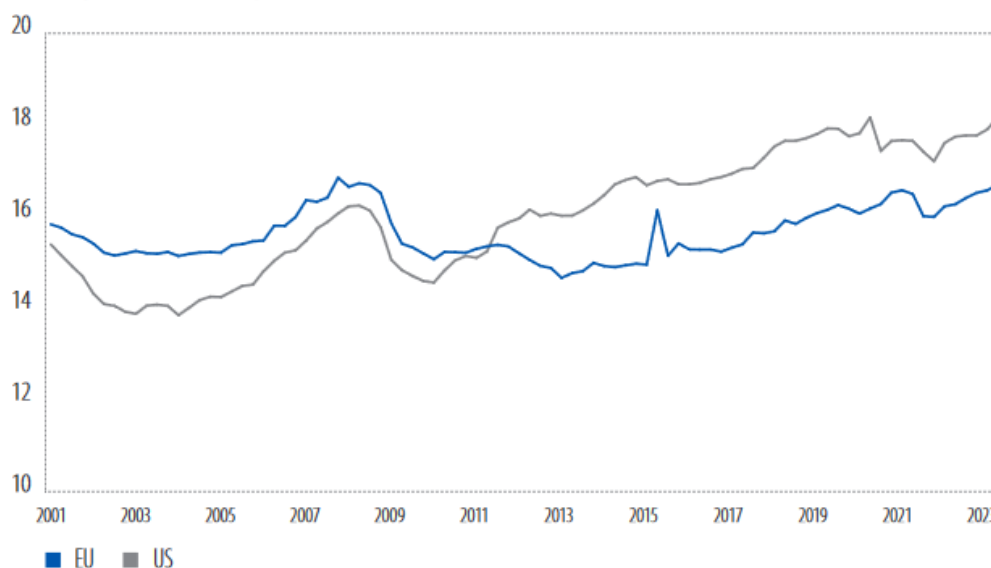
Figure 10
The effect of fiscal consolidation equivalent to 1% of GDP on real public and private investment
 (% change, by years after the announcement), based on data from 16 OECD countries



Source: Kolev and Schanz (2024).
 Note: The black lines represent 95% confidence intervals.

Dans le même temps, la demande a drastiquement chuté, en particulier dans les pays les plus touchés par la crise. Cette chute est le résultat du gel ou des réductions des salaires, contraignant les travailleurs à faire les frais d'une crise dont ils ne sont pas à l'origine (mais qui a été provoquée par les décisions stratégiques irresponsables des grandes banques dans un contexte de déréglementation). Refusant d'adopter des règles de gouvernance économique austères (à l'instar du pacte de stabilité et de croissance de l'UE), les États-Unis ont préféré miser sur les investissements pour endiguer les crises économiques. Il est évident que cette stratégie est plus efficace que l'austérité, comme en témoignent l'écart persistant entre les États-Unis et l'UE en termes d'investissement productif et le risque que cela comporte pour la compétitivité de l'UE².

Figure 3
Productive investment (real gross fixed capital formation excluding residential investment, % of real GDP)

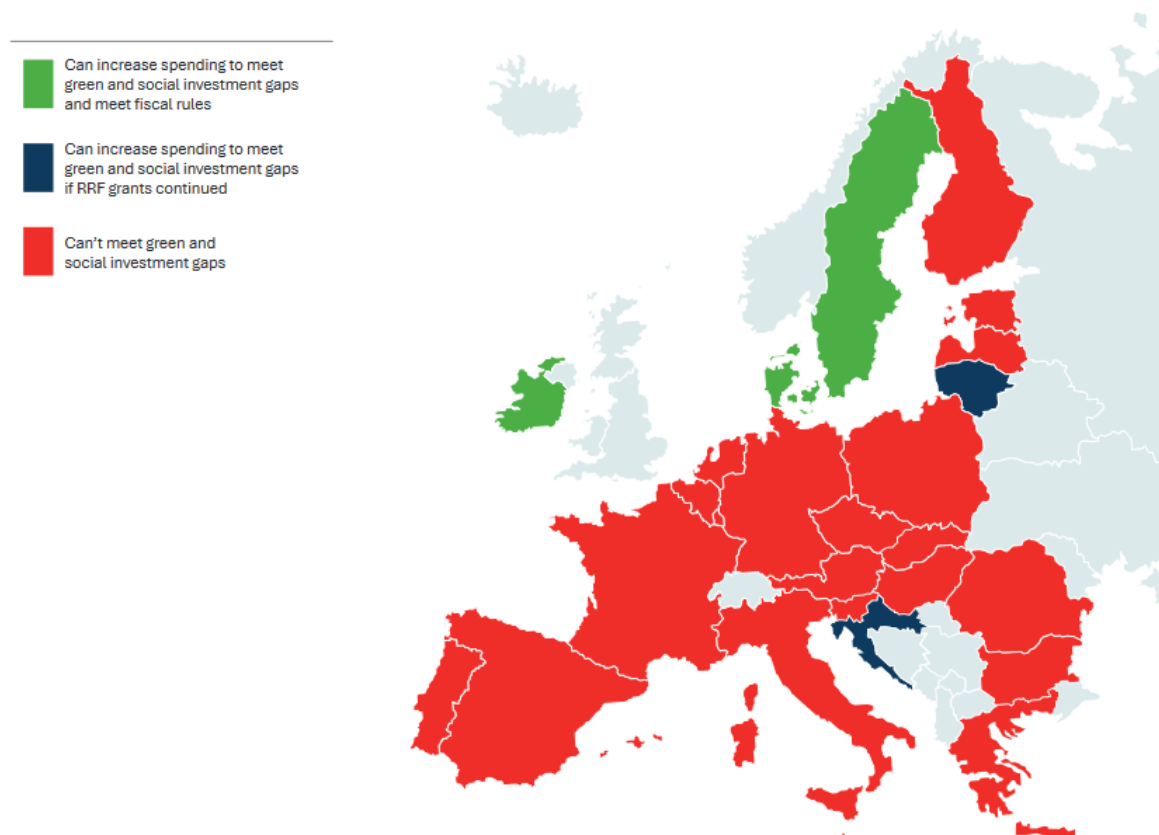


Source: Eurostat and Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) national accounts.
 Note: European Union excluding Ireland. Productive investment includes all investment outside of residential investment.

² Idem.

Les syndicats espéraient que l'UE avait enfin compris la leçon lorsque cette dernière a répondu positivement à la crise de la COVID-19 en mettant en place un soutien sans précédent par le biais de programmes tels que Next Generation EU ou SURE. Malheureusement, cela risque de ne pas se reproduire au vu de l'adoption prochaine des règles de gouvernance économique réformées. Ces nouvelles règles vont sérieusement miner les investissements publics dans la plupart des États membres, comme l'indique la Banque européenne d'investissement : « le rétablissement des règles budgétaires devrait se traduire par un assainissement des finances publiques, ce qui tend à affecter les investissements publics de manière disproportionnée [...] La désactivation de la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance en 2024 devrait conduire à un assainissement budgétaire plus important encore. Les données historiques de 16 pays de l'OCDE montrent qu'une telle austérité budgétaire a généralement une incidence disproportionnée et à long terme sur les investissements publics »³. Avec huit États membres faisant l'objet d'une procédure de déficit excessif, les retombées des règles budgétaires de l'UE sur les dépenses publiques se concrétiseront sous peu. Cela pourrait sérieusement compromettre toute une série d'objectifs politiques clés de l'UE, puisque des études montrent que les nouvelles règles budgétaires ne permettent qu'à seuls trois États membres de réaliser les investissements sociaux et écologiques requis pour atteindre leurs objectifs climatiques⁴.

FIGURE 6. Map of social and green investment gaps compared to fiscal rules and continuation of RRF grants



³ Idem p. 7.

⁴ « [Analyser l'impact des règles budgétaires de l'UE sur les investissements sociaux et écologiques](#) »

Les besoins d'investissement doivent également être abordés dans une perspective mondiale, les grandes économies étant en concurrence pour mener la double transformation de l'industrie. Alors que l'UE est sur le point d'instaurer de nouvelles mesures d'austérité, les États-Unis continuent de suivre leur formule gagnante qui consiste à stimuler les investissements privés au moyen d'aides publiques assorties de conditionnalités sociales. Les initiatives phares du programme américain de soutien aux investissements dans la production de technologies propres sont l'Inflation Reduction Act (391 milliards de dollars) et la Science and Chips Act (280 milliards de dollars), tandis que la loi bipartite sur les infrastructures a généré des investissements sans précédent dans les infrastructures américaines grâce à l'octroi de 1,2 billion de dollars aux transports et infrastructures, dont 550 milliards sont consacrés aux « nouveaux » investissements et programmes. Même si d'autres facteurs entrent en jeu, l'emploi dans l'industrie manufacturière américaine a augmenté de 7,6 % au cours de la dernière décennie⁵. De même, les dépenses réelles de construction et fabrication ont doublé aux États-Unis depuis la fin de l'année 2021 (voir le graphique ci-dessous)⁶.

Figure 1: Real Total Manufacturing Construction Spending



L'impact sectoriel de ces politiques menées aux États-Unis commence également à se faire ressentir. Un récent rapport publié en juin 2024 par l'ONG « Transport & Environnement » montre que l'Amérique du Nord (qui est pourtant un plus petit constructeur automobile que l'Europe) représente un plus grand attrait pour les investissements liés aux véhicules électriques, avec 37 % des investissements annoncés contre 26 % pour l'Europe⁷.

La Chine fonde également sa stratégie industrielle sur des investissements publics colossaux. En 2023, la Chine a investi 2,5 % de son PIB dans des projets énergétiques, tandis que l'UE et les États-Unis ont consacré respectivement 1,7 % et 1,9 % de leur PIB à des investissements dans le secteur de l'énergie. La Chine représente 33 % des investissements mondiaux dans les énergies propres, contre 20 % pour l'UE⁸. Quant aux dépenses en recherche et développement dans le domaine de l'énergie, la Chine a dépassé l'objectif de son 14e « plan quinquennal pour 2021-2025 », qui prévoyait une augmentation de 7 % par an

⁵ Bureau fédéral des statistiques du travail des États-Unis, [L'emploi par grand secteur d'activité](#)

⁶ <https://home.treasury.gov/news/featured-stories/unpacking-the-boom-in-us-construction-of-manufacturing-facilities>

⁷ [Car maker's EV investments – is Europe falling behind?](#)

⁸ [IEA World Energy Investment outlook 2024](#)

des dépenses en R&D dans le secteur de l'énergie, alors qu'en Europe les budgets publics consacrés à la R&D dans ce domaine stagnent⁹. La Chine consacre également 65,4 % des publications de recherche à impact élevé au secteur des batteries électriques et 26,9 % des brevets mondiaux dans le domaine de la propulsion électrique. Cette domination est notamment le résultat de 230 milliards de dollars de subventions accordées entre 2009 et 2023¹⁰. Cet aperçu des statistiques d'investissement montre que l'Europe perd du terrain en matière d'investissement dans des secteurs stratégiques, mettant en péril l'avenir de son industrie et des emplois qui en dépendent.

Bien qu'il soit important d'envisager la question de l'investissement dans une perspective mondiale, ni les États-Unis ni la Chine n'ont de modèles sociaux auxquels nous aspirons en Europe. Un soutien public de l'ampleur de celui de la Chine n'est pas quelque chose que nous devrions copier, et les conditionnalités sociales de l'IRA servent également à compenser les nombreuses lacunes du modèle social américain, si l'on considère que les États-Unis ont des résultats vraiment médiocres en termes d'indicateurs sociaux. L'approche européenne devrait se baser sur le modèle social européen avec des États-providence, des syndicats forts et libres, le dialogue social, de bonnes conditions de travail et opportunités pour les travailleurs. Cela doit être combiné à une politique industrielle progressiste qui crée des emplois de qualité et des industries compétitives pour la transition écologique et numérique et qui est adaptée au nouvel environnement géopolitique.

2. Mobiliser le financement privé au service des intérêts de la société

Selon le rapport d'Enrico Letta sur l'avenir du marché unique, l'UE abrite 33,000 milliards d'euros d'épargne privée, principalement détenus sur des comptes. Orienter l'épargne vers l'économie réelle en Europe peut contribuer à combler le déficit d'investissement. La création d'un cadre juridique permettant de mobiliser l'épargne des citoyens ordinaires pour financer l'économie réelle devrait être l'une des priorités de l'UE durant cette législature. De même, la réforme des systèmes bancaires et financiers européens pour mieux mobiliser les investissements privés (UMC) au profit de l'investissement productif doit figurer en tête du programme politique de l'UE pour les années à venir. Il convient toutefois de tenir compte de la répartition inégale de l'épargne dans la société, en particulier dans un contexte de crise du coût de la vie dans lequel les salaires réels ne sont pas proportionnels à l'inflation. Il faut donc rappeler que l'impôt progressif sur le revenu et l'impôt sur la fortune peuvent aussi être un moyen très efficace de socialiser l'épargne par le biais d'investissements publics et de services publics correctement financés. De même, l'ambition de mobiliser au mieux l'argent des citoyens ne doit pas être un prétexte pour promouvoir une transition d'un système de retraite par répartition à un système de retraite par capitalisation qui expose les revenus des personnes retraitées à la volatilité du marché. Tout en respectant les compétences nationales, l'Europe a besoin de « systèmes de retraite plus inclusifs et adéquats qui garantissent des taux de remplacement des revenus appropriés et un niveau de vie décent au-delà de la protection contre la pauvreté »¹¹.

Le manque actuel d'investissements productifs est également le résultat de la financiarisation excessive de l'économie. Cette financiarisation excessive se traduit par le versement de dividendes excessifs et par des programmes de rachat d'actions qui ont trop souvent privé l'économie réelle des investissements dont elle a désespérément besoin¹². De la même manière, l'Europe doit mettre un terme à la cupidité des entreprises et aux rémunérations mirobolantes versées à leurs dirigeants. L'UE devrait instaurer un cadre

⁹ En 2022 et 2023, le budget public européen de RD&D dans le domaine de l'énergie s'élevait à 13,5 milliards de dollars <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-tools/energy-technology-rdd-budgets-data-explorer>

¹⁰ Stephen EZELL, "How innovative is China in the Electric Vehicle and battery Industries?", ITIF – Hamilton Center on Industrial Strategy, July 2024

¹¹ Voir prise de position de la CES « [Pour une politique des retraites juste et inclusive dans l'UE](#) »

¹² Voir [S&P Global Market Intelligence](#) et [Allianz Global Investors Dividend Study](#)

juridique pour restaurer l'équilibre des paiements au profit de l'économie réelle afin de préserver et de créer des emplois industriels de qualité en Europe. Il est temps d'instaurer des règles qui rétablissent les fonctions de base du secteur financier, à savoir collecter l'épargne et la transformer en investissements productifs dans l'économie réelle. Toute réglementation supplémentaire doit permettre d'éviter une nouvelle vague de systèmes bancaires parallèles et d'opérations spéculatives à court terme, et doit contrecarrer l'influence négative des actionnaires activistes sur les stratégies à long terme des entreprises. Les conditionnalités sociales, la participation des syndicats, les négociations collectives ou encore la taxation des entreprises sont autant de moyens que l'UE doit mobiliser pour veiller à ce que le financement privé serve les intérêts de la société et n'enrichisse pas davantage une minorité de riches.

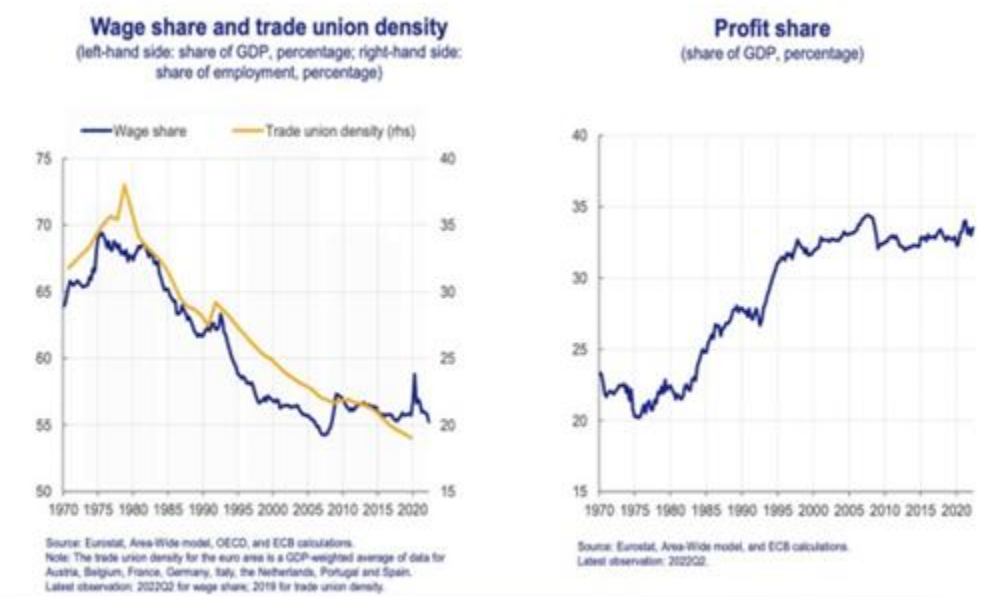
Il est d'autant plus pertinent d'imposer des conditionnalités sociales pour garantir des investissements productifs plus importants lorsqu'on considère de plus près la répartition des bénéfices records enregistrés ces dernières années, ou plutôt l'absence de répartition. Les entreprises des secteurs de l'énergie, de l'automobile, de la sidérurgie et pharmaceutique ont [enregistré](#) des bénéfices records durant les années post-pandémie, accompagnés de distributions de dividendes et de rachats d'actions records, tandis que les investissements dans les sites et la R&D ont stagné et que la croissance des salaires réels est au point mort.

Dans le secteur automobile, les dividendes ont augmenté de près de 25 % l'année dernière, atteignant un niveau record de 46 milliards d'euros. Les entreprises européennes sont en tête en termes de distribution de dividendes, soit 40% de l'augmentation globale l'année dernière, à l'instar du Japon. Aujourd'hui, ces mêmes entreprises annoncent des stratégies de réduction massive des coûts qui accéléreront la désindustrialisation de l'Europe, en partie parce qu'elles ne peuvent pas atteindre ou dépasser ces bénéfices records.

Il est temps de dénoncer les stratégies d'entreprise fondées exclusivement sur la maximisation des profits. L'autonomie stratégique de l'Europe doit primer sur la valeur actionnariale pure. En cette période de transformation massive, nous avons besoin d'un plan industriel européen qui garantisse que nous investissons dans la bonne direction pour répondre à nos besoins sociaux et climatiques, tout en protégeant les travailleurs et les capacités industrielles stratégiques lorsque cela est nécessaire. Nous ne pouvons pas transformer une industrie que nous avons déjà perdue, mais les changements structurels ne peuvent pas être arrêtés, et l'agent public ne devrait pas être dépensé pour sauver des activités industrielles obsolètes et non rentables, qui ne sont pas stratégiques.

Selon les données de la BCE, l'absence de demande reste l'obstacle majeur aux activités industrielles en Europe. Les salaires et les traitements doivent également être considérés comme un outil essentiel pour renforcer l'investissement privé en Europe, sachant que les salaires et traitements représentent 37,5% du PIB de l'UE¹³. La situation continuera à se détériorer si la stagnation du pouvoir d'achat et les salaires réels persiste (les salaires réels sont toujours inférieurs aux niveaux de 2019 dans de nombreux pays européens). La priorité doit être accordée au soutien des négociations collectives et à la concrétisation de la directive sur les salaires minimaux dans le but de stimuler l'investissement privé des ménages.

¹³ https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Annual_national_accounts_-_evolution_of_the_income_components_of_GDP#Shares_of_income_components_to_GDP_in_2023



Lorsque l'on examine l'évolution depuis les années 1970, il convient de prendre en considération les retombées des politiques de libéralisation mises en œuvre dans de nombreux pays d'Europe occidentale. Ces politiques se sont traduites par des attaques à l'encontre des négociations collectives centralisées (en particulier sectorielles) et par des restrictions des droits syndicaux empêchant les travailleurs de s'organiser et de faire grève. Les négociations collectives sont essentielles pour obtenir une redistribution plus équitable, dans la mesure où les travailleurs représentés par leurs syndicats peuvent s'assurer, lors des négociations, qu'une part équitable des richesses créées est également allouée aux investissements et aux salaires. Dans le contexte actuel de capitalisme actionnarial, les négociations collectives en tant que telles peuvent être considérées comme un instrument de contre-pouvoirs permettant de veiller à ce que tout ne finisse pas dans les poches des actionnaires. L'affaiblissement des structures de négociations collectives centralisées et la restriction des droits syndicaux ont renforcé le déséquilibre des forces entre travail et capital, entraînant une augmentation des inégalités observée au cours des cinq dernières décennies. Cela s'est traduit par une chute brutale des revenus du travail et une baisse des investissements productifs, contrastant avec une hausse marquée des revenus du capital. Le rapport Draghi ne fait nullement mention de cette partie de l'analyse historique qu'aborde Piketty dans « Capital et idéologie ».

La politique monétaire a également un impact sur l'investissement et industriAll Europe salue la récente décision de la BCE de baisser ses taux d'intérêts. Cette baisse représente une avancée positive pour surmonter le coût du capital qui est l'un des principaux obstacles à l'investissement en Europe¹⁴. Bien entendu, le contrôle de l'inflation et la gestion du coût des importations d'énergie restent importants pour l'industrie et ses travailleurs.

3. Mettre fin à l'austérité pour rétablir l'État

Mobiliser les investissements privés ne suffit pas. Avant toute chose, les autorités publiques doivent être en mesure de conserver le contrôle des secteurs et des actifs stratégiques lorsque cela est nécessaire. Deuxièmement, des services publics de qualité sont indispensables à la cohésion sociale et à la prospérité, et doivent donc être correctement financés. Enfin, une série de projets existentiels (défense, adaptation

¹⁴ BEI, « [Les obstacles à l'investissement dans l'Union européenne – 2023](#) »

au changement climatique et crises humanitaires) nécessitent des dépenses publiques massives, même si cela n'implique pas une rentabilité financière. Seul le financement public peut contribuer à combler ces déficits de ressources qui n'intéressent pas les investisseurs privés.

Selon le rapport sur « l'avenir de la compétitivité de l'Europe », entre 20 et 50 % des besoins d'investissement de l'Europe doivent provenir du secteur public. Dans son rapport intitulé « Vers une crise de l'investissement en Europe » publié en 2024, Finance Watch estime que deux tiers des besoins de l'Europe doivent être couverts par les finances publiques, car les capitaux privés ne couvriront probablement qu'un tiers du montant nécessaire pour éviter une crise de l'investissement¹⁵.

Pendant, en dépit de l'évidence absolue que les nombreux défis auxquels l'UE est confrontée exigent des investissements sans précédent, l'UE a décidé de saper la capacité d'investissement des États membres à travers des exigences d'assainissement budgétaire sans précédent. À l'instar de la CES, industriAll Europe, s'est fermement opposée à la réforme de la gouvernance macroéconomique de l'UE adoptée en mars 2024. IndustriAll Europe plaide notamment en faveur d'une règle d'or de l'investissement qui exclurait du critère de déficit tous les projets au service de la concrétisation du programme stratégique de l'Europe.

Pour freiner l'assèchement des investissements en Europe, il est également urgent de mettre en place un programme de justice fiscale pour une meilleure réalisation et socialisation des profits privés en faveur du bien commun et de l'intérêt général. Dans son rapport annuel sur la fiscalité 2024, la Commission européenne souligne que « les pertes de recettes dues au transfert des bénéfices des entreprises sont estimées à 20 % de l'ensemble des rentrées d'impôt sur le revenu des entreprises perçues en 2022 dans l'UE, soit environ 100 milliards d'euros en valeur nominale¹⁶. Une approche coordonnée de la lutte contre la fraude fiscale mais aussi contre l'évasion fiscale, telle que la planification fiscale agressive, les paradis fiscaux ou les rulings fiscaux, est absolument nécessaire. D'autre part, une concurrence fiscale non réglementée, où les gouvernements réduisent l'impôt sur les sociétés pour rester compétitifs, conduira inévitablement à un nivellement par le bas, avec des recettes fiscales sur les gros bénéficiaires des entreprises proches de zéro, laissant la majeure partie de la charge fiscale sur les épaules des citoyens. L'Europe doit mieux harmoniser les règles budgétaires pour mettre fin aux abus fiscaux des multinationales.

4. Renforcer les investissements européens

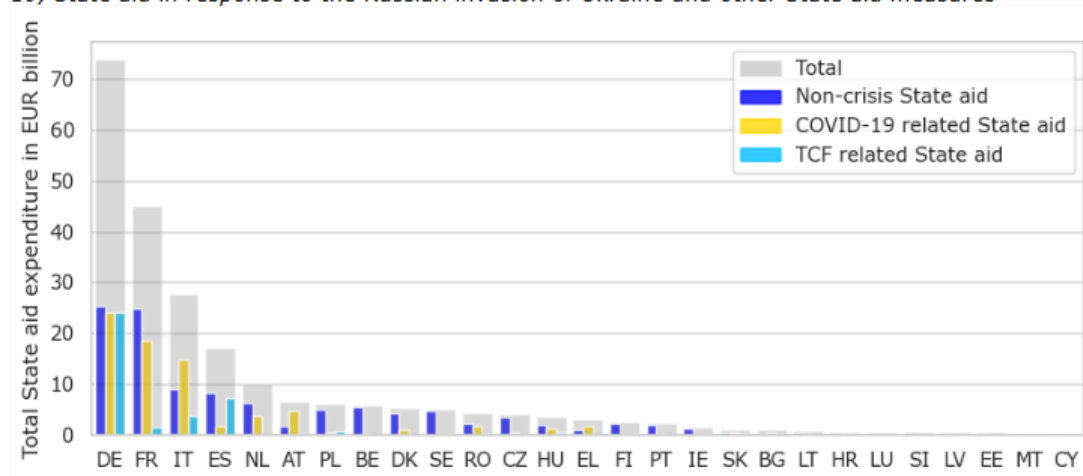
Le contexte de crises multiples appelle également à un renforcement du budget européen. Premièrement, les investissements stratégiques réalisés en Europe semblent trop fragmentés en comparaison avec les États-Unis. Par exemple, alors que le montant total des dépenses publiques en R&D est plus élevé dans l'UE qu'aux États-Unis (0,74 % contre 0,65 % des PIB respectifs), le budget fédéral américain fournit 131 milliards d'euros tandis que le budget de l'UE n'octroie que 7 milliards, la majeure partie de son financement provenant du budget des États membres. Deuxièmement, la faiblesse du budget de l'UE augmente le risque de creuser davantage les inégalités régionales. Près de 80 % des aides d'État accordées dans l'UE proviennent de cinq États membres, l'Allemagne représentant à elle seule un tiers de l'ensemble des aides d'État octroyées¹⁷. Sachant que parmi les États membres qui dépendent le plus de l'industrie nombreux sont ceux dont la capacité fiscale limitée, il devient évident qu'un financement supplémentaire de l'UE est nécessaire pour mettre en œuvre avec succès le pacte européen pour une industrie propre sans compromettre les objectifs de cohésion.

¹⁵ <https://www.finance-watch.org/wp-content/uploads/2024/07/Europes-coming-investment-crisis.pdf>

¹⁶ <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/154705e0-38ef-11ef-b441-01aa75ed71a1/language-en> (pp.97-99)

¹⁷ [Tableaux de bord des aides d'État de l'UE 2023](#)

Figure 3: Total State aid expenditure by Member State, in EUR billion breakdown between COVID-19, State aid in response to the Russian invasion of Ukraine and other State aid measures



Enfin, la période d’attribution des fonds de la facilité pour la reprise et la résilience touchant à sa fin, il convient de souligner que la FRR a accordé jusqu’à 338 milliards d’euros de subventions et 385,8 milliards d’euros de prêts aux États membres pour compléter le budget ordinaire de l’UE (CFP). Plus d’un tiers de ces ressources ont été allouées aux dépenses liées au climat, tandis que 16,6 milliards d’euros ont été consacrés au financement du programme Repower EU adopté pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine sur le secteur de l’énergie en Europe. Plus précisément, la FRR fournit 50% des ressources du fonds pour une transition juste. Toutefois, la Cour des comptes européenne a exprimé de sérieuses inquiétudes concernant le fonctionnement de la FRR, le risque de double financement sur les priorités et l’inadéquation des mécanismes de contrôle et de suivi¹⁸. Les syndicats sont particulièrement préoccupés par l’absence d’examen du cadre par la société civile.

À défaut d’un nouveau programme pour succéder au Next Generation EU, les années à venir (2026-2027) seront marquées par une chute brutale des fonds européens consacrés au climat pour un grand nombre d’activités stratégiques, y compris les dépenses liées au climat et la transition juste.¹⁹ Cette tendance sera accentuée par les règles budgétaires récemment adoptées qui limiteront sérieusement le budget des États membres ainsi que par le début de la période de remboursement de la dette commune émise pour financer le programme Next Generation EU.

La transformation des industries européennes pour mener la double transition exigera des investissements à long terme dont la rentabilité financière est assez incertaine, en particulier pour les secteurs grands consommateurs d’énergie caractérisés par une haute intensité de capital et des cycles d’investissement à long terme. Il sera essentiel de diminuer les risques liés à ces investissements pour mobiliser les capitaux privés au profit de la transformation des secteurs industriels. L’Europe doit redoubler d’efforts pour réduire les risques engendrés par le déploiement des technologies de pointe, telles que l’hydrogène propre ou le captage, l’utilisation et le stockage du dioxyde de carbone, qui sont essentielles pour faire de notre industrie une industrie à l’épreuve du changement climatique et pérenne. Bien entendu, la socialisation du risque doit aller de pair avec des moyens de socialiser également les bénéfices et d’éviter la mainmise d’une poignée d’investisseurs fortunés sur les bénéfices tirés de l’argent public. Les instruments de réduction des risques doivent donc être assortis de conditionnalités sociales, environnementales et budgétaires strictes.

¹⁸ <https://www.eca.europa.eu/en/news/NEWS-SR-2024-22>

¹⁹ Agora energiewende, [Investing in the Green Deal](#)

Afin d'éviter un tel scénario, industriAll Europe exhorte l'UE à :

- Lancer un programme **Next Generation 2.0** doté d'un financement suffisant pour garantir une industrie européenne pérenne centrée sur des emplois de qualité.
- Accélérer et conclure les négociations en vue d'adopter un **nouveau paquet de ressources propres** pour le budget de l'UE, comprenant un impôt sur la fortune, une taxe sur les transactions financières, une taxe sur les services numériques ainsi qu'un prélèvement sur le marché unique²⁰ ou un « mécanisme de contribution aux aides d'État obligeant les États membres à allouer une partie de leurs dépenses publiques au financement d'initiatives et d'investissements paneuropéens », tel que proposé dans le rapport Letta²¹. À long terme, la mise en place d'une stratégie industrielle européenne efficace et pertinente nécessitera de surmonter la fragmentation politique qui empêche tout progrès en matière d'intégration politique, y compris en ce qui concerne une éventuelle capacité budgétaire de l'UE.
- Mettre en place un « **fonds européen pour le pacte vert** » représentant au moins 1,6 % du PIB de l'UE par an, soit 260 milliards d'euros (c'est-à-dire l'investissement supplémentaire lié au climat).
 - Le fonds doit concentrer ses dépenses sur des projets industriels stratégiques consacrés à l'énergie décarbonée, aux infrastructures énergétiques et de transport et à la fabrication (y compris l'innovation et la R&D), mais il doit également soutenir la création de marchés pilotes pour les produits propres tels que les véhicules à émission zéro ou les installations de chauffage propres.
- Assurer la continuité et un financement adéquat du **fonds pour une transition juste** au-delà de 2026.
- Renforcer le programme « **InvestEU** » pour soutenir le développement d'activités manufacturières identifiées comme étant stratégiques dans le cadre de la loi pour une industrie « zéro net ».
- Créer une **agence européenne pour le financement de projets**, impliquant les partenaires sociaux dans sa gestion, associant tous les projets financés par l'UE à des conditionnalités environnementales et sociales strictes.
- Les travailleurs ont également besoin de mesures les protégeant en cas de restructurations. SURE, le fonds européen débloqué en soutien aux mesures nationales de chômage partiel instaurées pendant la pandémie, doit être prolongé. La Commission européenne devrait aider l'industrie et les travailleurs à surmonter cette crise en créant **un programme SURE 2.0**, qui inclut des conditionnalités sociales à travers des dispositions sur le développement et le perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre. Il va de soi que les entreprises bénéficiant d'une aide publique doivent éviter les licenciements et la détérioration des conditions de travail. Il est également moralement indéfendable que l'aide publique soit consacrée au versement de dividendes.

²⁰ Voir [The Justification, design and revenues of a single market levy](#)

²¹ Voir [“ Much More than a Market ”](#)